

## PREFET DE LA MARNE

Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement

REIMS, le

Unité territoriale de la Marne

**Nos Réf.** : SMi DL/DL n° D i i 2014-411-APC-GF

**Affaire suivie par** : Dominique Loisl

dominique.loisl@developpement-durable.gouv.fr

**Tél** : 03.26.77.33.50 – **Fax** : 03.26.97.81.30

**Objet** : Installations classées pour la protection de l'environnement  
REMOVAL à Reims

Mise en place des garanties financières

**Régime** : Autorisation

**Classement** : PN

**N° S3IC** : 57-1463

**PJ** : annexe1 : projet d'arrêté complémentaire

## RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Par transmission du 23 décembre 2013, la société REMOVAL transmet le calcul du montant des garanties financières devant être établies en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement.

### I – PRESENTATION DES INSTALLATIONS

L'unité d'incinération de déchets ménagers et assimilés que la société REMOVAL exploite à Reims est autorisée par l'arrêté préfectoral n° 2004.A.81.IC du 18 mai 2004 modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires n° 2008.APC.069.IC du 4 juin 2008, n° 2009.APC.142.IC du 15 octobre 2009 et n° 2011.APC.127.IC du 30 septembre 2011. Les installations comprennent :

- une fosse de réception de déchets d'une capacité de 1000 t,
- un broyeur d'une capacité de 25 t/h de déchets,
- deux lignes d'incinération comportant chacune un four de 6,5 t/h capables d'incinérer 104 000 t/an de déchets.

Les activités relèvent de la rubrique 2771 de la nomenclature des installations classées.

### II – GARANTIES FINANCIERES

L'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixe la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement. Les activités relevant de la rubrique 2771 précitée y sont visées. Ces garanties ont vocation à permettre la mise en sécurité du site en cas de défaillance de l'exploitant.

Le calcul est présenté selon les règles forfaitaires prévues par l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées. Il prend en compte :

- l'évacuation des déchets et des matières dangereuses,
- l'interdiction d'accès déjà existante. Le coût lié à la pose de panneaux doit cependant être ajouté,
- la neutralisation des cuves de stockage de carburant (une cuve de 20 m<sup>3</sup> de fioul) ,

- la surveillance des effets sur l'environnement nécessitant la mise en place de 4 piézomètres,
- la réalisation d'un diagnostic de pollution des sols.

Le montant proposé a été amendé par courriel du 11 juin 2014. Il n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées. Il peut donc être retenu. Le montant global des garanties financières s'élève à 345100 €.

Les hypothèses associées au calcul de ce montant méritent d'être fixées dans l'autorisation d'exploiter. Elles concernent en particulier les quantités maximales de déchets et de produits dangereux susceptibles d'être présentes sur le site.

### **III – CONCLUSION**

Compte tenu de ce qui précède, nous proposons à monsieur le préfet d'actualiser l'autorisation d'exploiter délivrée à la société REMIVAL en application de l'article R 512-31 du code de l'environnement après consultation des membres du CODERST. A cette fin, un projet d'arrêté préfectoral intégrant la mise en place de garanties financières est joint en annexe 1.

Sous réserve de la prise en compte des prescriptions du projet d'arrêté préfectoral, l'inspection des installations classées émet un avis favorable à la poursuite des activités de la société REMIVAL.

<b>Rédacteur</b>	<b>Validateur</b>	<b>Approbateur</b>
L'inspecteur de l'environnement,	L'inspecteur de l'environnement,	P/ le directeur et par délégation, Le chef de l'unité territoriale de la Marne,
Dominique Loisl	Camille Monlucq	Mathieu Riquart